

Le « maquis » des opérateurs de l'Etat, cible des politiques en quête d'économies

Les déclarations politiques pour tailler dans les dépenses des agences et opérateurs de l'Etat se multiplient, et Bercy dit chercher « 2 à 3 milliards d'économies ». Mais le volume des gains espérés paraît souvent surestimé.



La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, veut économiser de « 2 à 3 milliards d'euros » sur le budget des agences et opérateurs de l'Etat. (ALAIN JOCARD/AFP)

Par **Sébastien Dumoulin**

Publié le 5 mai 2025 à 06:15 | Mis à jour le 5 mai 2025 à 09:47

 **PREMIUM** Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

C'est la nouvelle cible préférée de la classe politique, notamment à droite. Pour faire des économies, il faudrait serrer la vis aux nombreuses **agences et autres opérateurs de l'Etat**. Dimanche dernier, la piste a de nouveau été mise en avant par la ministre du Budget, Amélie de Montchalin, qui a promis de fusionner ou supprimer d'ici à la fin de l'année

« un tiers des agences et opérateurs » de l'Etat, hors universités. « C'est 2 à 3 milliards d'économies à la clé », a-t-elle assuré.

Le calendrier et le chiffrage ont surpris les membres de la commission d'enquête du Sénat, qui planchent sur le sujet depuis le début de l'année et envisagent de remettre leur rapport complet début juillet. Dans un courrier envoyé à la ministre mercredi, ils ont officiellement demandé des explications à Bercy.

LIRE AUSSI :

- **« Baisser les frais de fonctionnement des agences de l'Etat ne rapportera pas des milliards d'euros »**
- **Dans les agences environnementales, les salariés inquiets des velléités d'économies de Bercy**

Mais l'objectif poursuivi, lui, ne surprend personne. Dès son discours de politique générale, mi-janvier, François Bayrou avait annoncé la couleur. « Est-il nécessaire que plus de 1.000 agences, organes ou opérateurs exercent l'action publique ? » interrogeait-il, dénonçant « un labyrinthe dont un pays rigoureux et sérieux peut difficilement se satisfaire ».

Surenchère à droite

Il n'est pas seul à vouloir éclaircir le « maquis » des agences. Inspirés par les exemples de Milei en Argentine ou de Musk aux Etats-Unis, de nombreux politiques français ont la tronçonneuse qui les démange.

Le Rassemblement national veut ainsi économiser 8 milliards d'euros, en supprimant 80 agences - notamment le Contrôleur général des lieux de privation de liberté, la Commission de régulation de l'énergie (CRE), la Commission nationale du débat public (CNDP) ou l'Agence française de lutte contre le dopage, selon une liste consultée à l'automne par « Le Monde ».

Fin janvier, son allié Eric Ciotti (UDR) se montrait encore plus radical et recommandait la suppression de 400 agences et opérateurs, soit « un tiers » du total d'ici à cinq ans, parmi lesquels l'Ademe, l'Arcom, le Cese...

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - « Grand ménage », « coupes à la tronçonneuse » : les députés ferrailent sur le « millefeuille administratif »**
- **EDITO - Budget 2026 : ne fermer aucune porte**

Peu enclin à se laisser distancer, le patron des députés LR, Laurent Wauquiez, annonçait début février qu'il fallait « supprimer les deux tiers de ces organismes ». Et mardi dernier, **la nouvelle feuille de route** des députés LR fixait à 5 milliards d'euros les économies à réaliser dès 2026 sur les agences et opérateurs de l'Etat.

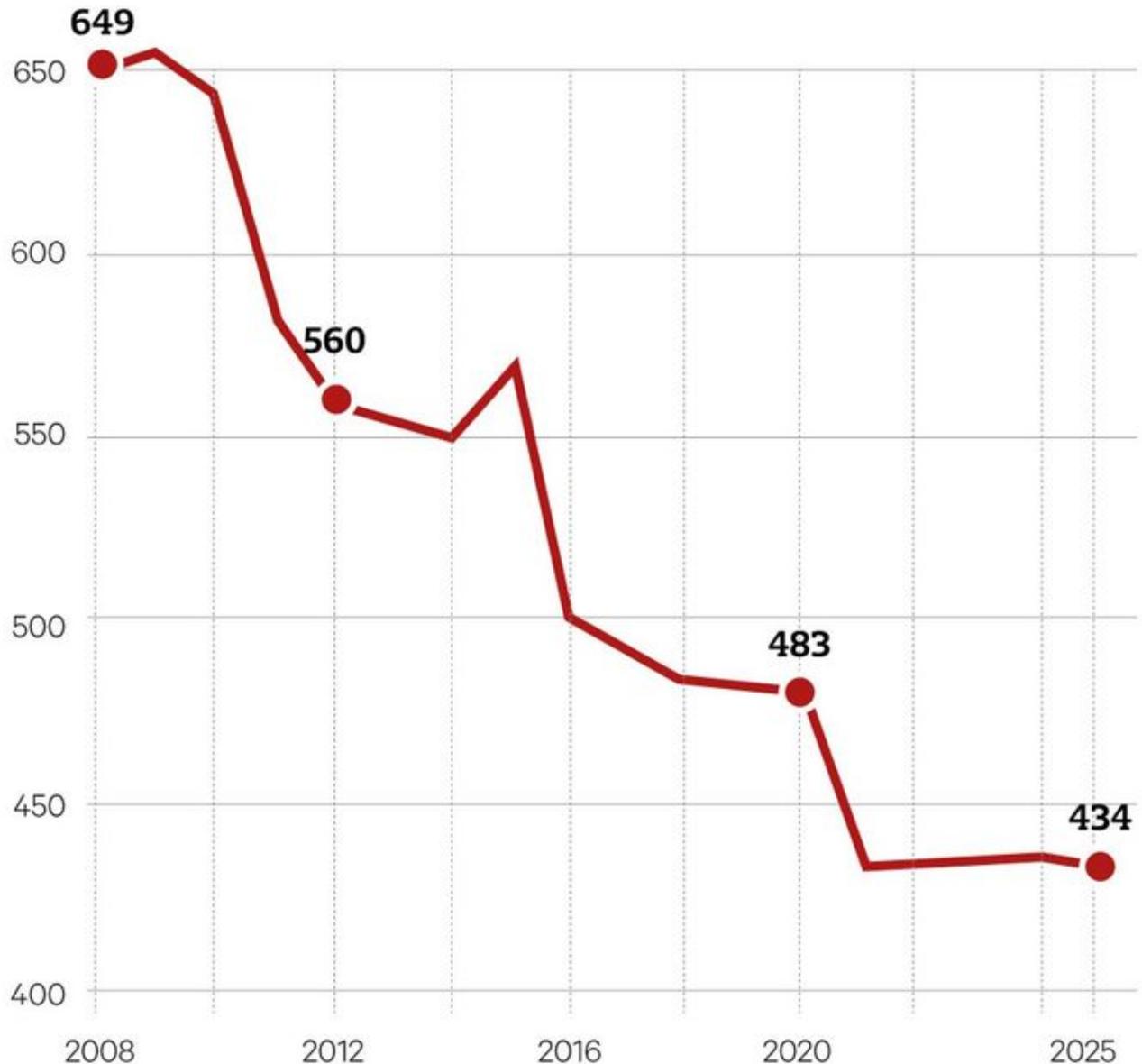
Même le patronat pousse discrètement à la roue. « Une réduction progressive de 4 % par an pendant cinq ans des dotations de l'Etat aux opérateurs publics permettrait de générer une économie de 8 milliards d'euros, soit l'équivalent de la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés demandée aux entreprises par le gouvernement », a fait remarquer Samuel Tual, le vice-président du Medef, lors de son audition mi-mars par la commission d'enquête du Sénat.

Des économies illusoires

Mais ces grandes ambitions ont de quoi laisser sceptique. D'une part, les opérateurs et agences de l'Etat sont une cible d'autant plus facile que leur périmètre est excessivement flou. Il y a les 434 opérateurs décrits dans les documents annexés au projet de loi de finances, qui gèrent un budget d'environ 77 milliards d'euros ; les 700 Odac (organismes divers d'administration centrale) recensés par l'Insee et qui en pilotent 100 milliards mais recoupent partiellement les premiers ; les 24 « autorités indépendantes », qui sont collectivement dotées de 500 millions ; les 317 instances et autres comités consultatifs dont le coût unitaire est inférieur au million d'euros... Supprimer les uns ou les autres n'a pas la même incidence.

Le nombre d'agences de l'Etat s'est stabilisé depuis 2021

En nombre



SOURCE : ANNEXE AU PLF 2025

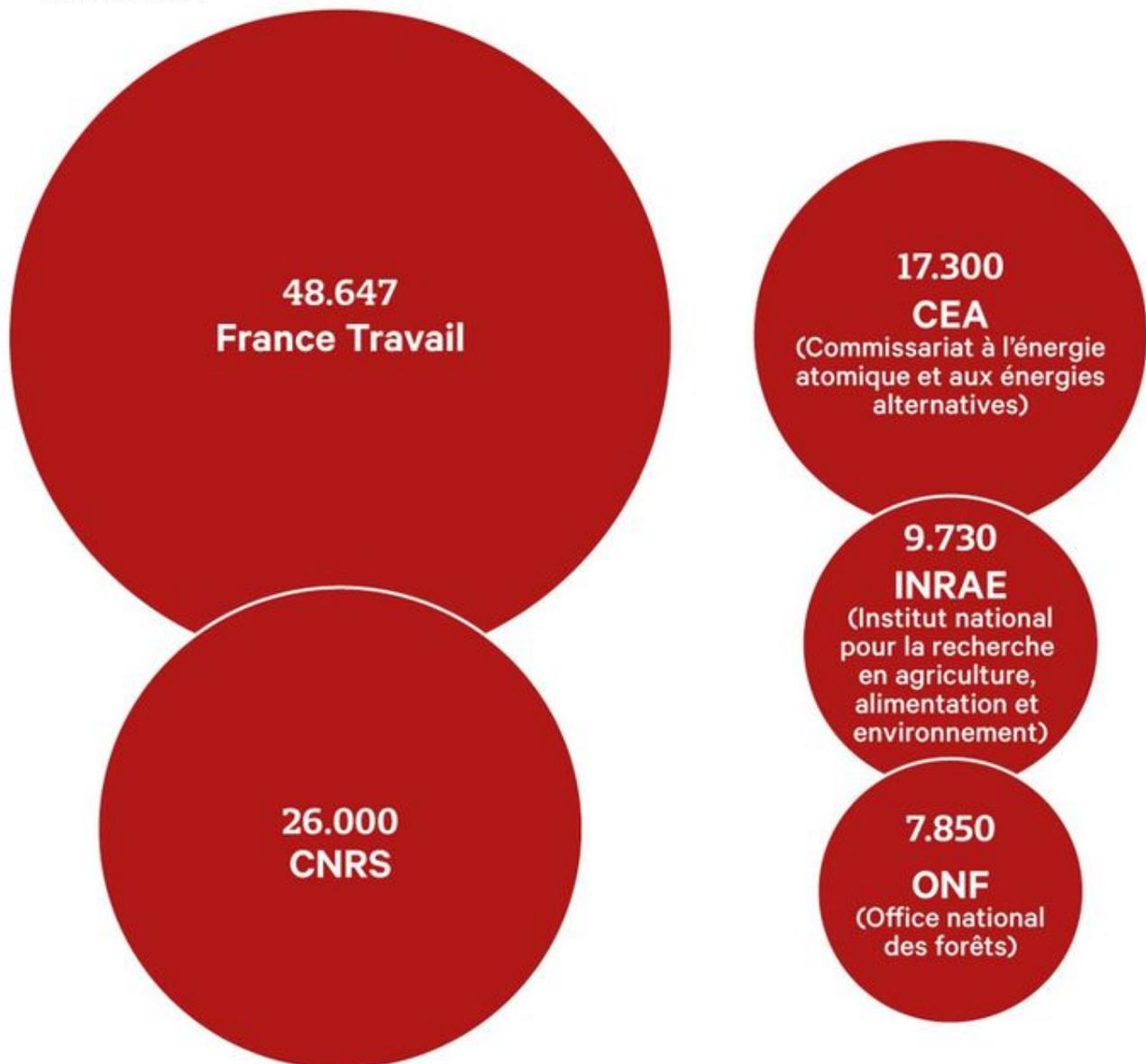


Et surtout, tailler dans leurs dépenses ne sera pas simple. « Les universités et les trois principaux centres de recherche (CNRS, CEA et Inrae) emploient la moitié des effectifs des opérateurs », a fait remarquer François Ecalte, fondateur du site Fipeco, lors de son audition par la commission d'enquête sénatoriale. Il est toujours possible de les

ponctionner, « mais les dépenses publiques affectées en France à la recherche et à l'enseignement supérieur, des dépenses d'avenir par excellence, ne sont pas particulièrement élevées par rapport aux autres pays ».

Les cinq opérateurs dont les effectifs sont les plus élevés

En nombre



SOURCE : ANNEXE AU PLF 2025

LIRE AUSSI :

- **EN CHIFFRES - Déficit : la France, bonnet d'âne de la zone euro**
- **« Notre pays est obèse de sa bureaucratie » : les députés entament l'examen du projet de loi de simplification**

Quant aux autres agences, réduire leurs frais de fonctionnement ne produira pas les milliards d'économies escomptées, préviennent de nombreux acteurs - au premier rang desquels la sénatrice LR Christine Lavarde. La plus grosse partie de leurs budgets sont en effet des crédits d'intervention, c'est-à-dire des aides et subventions publiques que ces organismes instruisent et distribuent sans en être les destinataires finaux.

« Pour faire de réelles économies, il faut mettre fin à des politiques publiques, pointe un haut fonctionnaire, habitué des arcanes budgétaires. C'est beaucoup plus délicat que de taper indistinctement sur les opérateurs. »

ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER ACTU FRANCE

Faites chaque soir le point sur l'actualité économique et politique du jour et informez-vous grâce aux décryptages et analyses des spécialistes du service France des « Echos » > [S'inscrire](#)

Sébastien Dumoulin**THÉMATIQUES ASSOCIÉES**

Service public

Finances Publiques

Eric Ciotti

Laurent Wauquiez

François Bayrou